

CHARTRE DEONTOLOGIQUE

Préambule

Cette chartre s'appuie sur les articles du code du travail régissant le bilan de compétences.

Principe 1 : Respect du consentement

Un bilan ne peut être réalisé qu'avec le consentement du bénéficiaire.

Principe 2 : Respect de la vie privée, du secret professionnel, de la confidentialité

Les personnes chargées de réaliser les bilans sont soumises à une obligation de discrétion.

Les personnes chargées de réaliser les bilans sont soumises au secret professionnel et à la confidentialité. En toutes circonstances, les personnes chargées de réaliser les bilans en informent les bénéficiaires et recherchent leur consentement éclairé.

Le bénéficiaire est seul destinataire des résultats détaillés et du document de synthèse qui ne peuvent être communiqués à un tiers qu'avec son accord.

Principe 3 : Neutralité et bienveillance

Les personnes chargées de réaliser les bilans accompagneront les bénéficiaires avec neutralité et bienveillance.

Principe 4 : Respect du cadre d'intervention

Les dispositifs méthodologiques mis en place répondent aux objectifs définis.

Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle

Les personnes chargées de réaliser les bilans est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques.

Principes 6 : Compétences

Les personnes chargées de réaliser les bilans tiennent leurs compétences de connaissances théoriques régulièrement mises à jour, d'une formation continue et d'une formation à discerner son implication personnelle dans la compréhension d'autrui.

Chacun est garant de ses qualifications particulières et définit ses limites propres, compte tenu de sa formation et de son expérience ;

Société par Actions Simplifiée enregistrée au RCS de Lille Métropole sous le numéro 899 981 674

CAPERH - 305, RUE DE L'ABBE DELIGNY 59184 SAINGHIN EN WEPPE

DÉCLARATION D'ACTIVITÉ ENREGISTRÉE SOUS LE NUMÉRO 32591073259 AUPRES DU PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE.

CET ENREGISTREMENT NE VAUT PAS AGREMENT DE L'ÉTAT.

V1 05042022